

. 1995-2005 : dix ans de Processus .

Barcelone est loin

Dix ans après le lancement du Processus, le sommet de Barcelone, comme on s'y attendait, n'as pas concrétisé les espoirs des acteurs de l'euroméditerranée. Des espoirs très divers dont plusieurs colloques ont pu dresser un tableau, durant l'automne à Marseille. Ce numéro de Medcoop.com rend compte de ces différents rendez-vous tandis qu'en préambule, Philippe Langevin, président de Medcoop, lance un appel à poursuivre, malgré tout, le volontaire rapprochement des deux rives de la Méditerranée.

L'accord historique de la conférence de Barcelone de novembre 1995, point de départ d'un nouveau partenariat Euroméditerranéen, n'a pas tenu ses promesses. Dix ans plus tard, ni la définition d'un espace commun de paix et de stabilité, ni la construction d'une zone de prospérité partagée, ni le rapprochement entre les peuples ne sont au rendez vous. Certes, les perspectives d'une paix durable au Moyen Orient se sont éloignées, la croissance économique a faibli, l'Europe s'est élargie à l'est et pas au sud, les pays du sud ne sont pas parvenus à s'ouvrir entre eux. Mais, plus encore, il a manqué à cette volonté exprimée un projet politique à la hauteur de ses ambitions. L'Europe est plus préoccupée par sa monnaie que par sa Méditerranée. Les deux rives s'éloignent. La société civile a néan-

moins poursuivi ses actions pour rapprocher les peuples, les cultures et les économies. Mal reconnus, les forums civils se sont succédé pour affirmer qu'il ne saurait y avoir de partenariat sans l'implication des associations, des collectivités locales, des entreprises, des mouvements convaincus que la Méditerranée pourrait définir et mettre en œuvre son

propre modèle de développement. Et dans tous les domaines qui fâchent, des droits de l'homme au statut de la femme, de la décentralisation au développement local, du commerce équitable à la coopération décentralisée, de l'économie solidaire au développement partagé, la société civile a multiplié les initiatives pour apporter sa pierre à une

construction que les politiques nationales n'ont pas su engager.

Au moment des bilans, la tentation serait forte de mettre en avant quelques réalisations ponctuelles ou quelques accords bilatéraux porteurs de sens et d'en déduire que le mouvement est en marche. La vérité et la dure réalité des faits et des chiffres obligent à reconnaître que ces initiatives ne portent pas le projet multilatéral dont la Méditerranée a besoin. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras et Medcoop, avec d'autres mouvements qui partagent les mêmes convictions, continuera à rapprocher des sociétés et des peuples qui avaient naïvement crû, il y a dix ans, le partenariat à portée de main.

sommaire

2 entre nous

Liban : droit au retour des réfugiés palestiniens.
 10 ans de compagnonnage industriel.

3 à 6 Spécial colloque Medcoop

La formation des cadres territoriaux .
 La santé en Méditerranée
 Les échanges culturels en Méditerranée.
 L'innovation en Méditerranée.
 Le volontariat en Méditerranée

La question de l'environnement en Méditerranée.

7 Développement économique

Les rendez-vous de la Méditerranée : Déclaration du Cercle des économistes et de l'Institut de la Méditerranée.

8 questions à...

Guillaume Benoît, directeur du Plan Bleu : Plan Bleu, il faut agir maintenant.

PHILIPPE TOURNY EST DÉCÉDÉ LE 4 DÉCEMBRE DANS SA 73^e ANNÉE.

Il était alors trésorier de 3CI, association d'aide à la création d'entreprise et à la coopération internationale et président de Médi Infos, Agence d'information et de communication en Méditerranée. Ingénieur de formation, il trouva très tôt sa voie dans le développement international et fut consulté au plus haut niveau dans de nombreux pays : Venezuela, Liban, Iran, Afghanistan, Algérie, Colombie, Pérou, Équateur, Sénégal, Bolivie, Uruguay. En France, il créa et dirigea le cabinet de consultants RES, puis le cabinet Nest International. En région, il a fortement contribué à la conception des nouvelles politiques mises en place à la création des Régions au début des années quatre-vingt, puis aux travaux prospectifs de la Datar. Homme de conviction, il s'était engagé contre l'invasion de l'Afghanistan qu'il connaissait bien pour y avoir travaillé. Homme de culture, il s'adonnait à l'écriture de pièces de théâtre et de nouvelles. Il était une figure de "l'honnête homme".

MEDCOOP SE PRÉSENTE

Une nouvelle plaquette, disponible sur demande, consacre une fiche à chaque membre de l'association et à ses activités et partenaires.

LA RÉGION ÉDITE SA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Un coffret de 17 petits livrets présente la politique et la coopération internationale du Conseil régional Paca par pays ou région.

DIALOGUE INTERCULTUREL

L'Institut catholique de la Méditerranée a organisé, du 9 au 13 no-

vembre, un colloque international "Mosaïques" à l'occasion des dix ans du Processus de Barcelone. Au programme : des témoignages du Liban, d'Israël, d'Algérie, de Grèce, d'Espagne... des tables-rondes sur "L'éducation au dialogue interculturel", "Les médias et les relations euroméditerranéennes", "Mémoire, identité, altérité". L'intervention d'Azouz Begag, ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances et un spectacle avec Marie-Christine Barrault ont ponctué ces journées. Contacts : Dominique Paquier-Galliard (06 85 97 88 70)

LIBAN : DROIT AU RETOUR DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS

La question du droit au retour des réfugiés palestiniens constitue une des pierres d'achoppement dans la construction de la paix au Moyen-Orient. Elle reste l'une des questions les plus taboues pour les Israéliens, les Européens, et parfois même les Palestiniens. Pour en parler, une rencontre exceptionnelle réunissait, le 15 octobre dernier, pour la première fois : Leila El Ali, directrice de Najdeh, association palestinienne de réfugiés au Liban, et Eitan Bronstein, responsable de Zochrot, association israélienne. Infos : Cimade Paca, 04 91 90 49 70 ou 06 25 91 36 51

HANDICAP ET TIC

Le Conseil régional Paca et Sindbad Méditerranée organisaient les 28 et 29 octobre un colloque "Handicap et nouvelles technologies de l'information et de la communication", dans l'optique du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI). Au programme : l'insertion socio-économique des personnes handicapées par les Tic et la création du premier

réseau solidaire international "handicap et TIC", entre l'Union européenne et les pays émergents.

NOUVELLE FORMULE POUR LA PENSÉE DE MIDI

"Fin(s) de la politique culturelle" : le n°16 de la revue littéraire La pensée de midi est paru aux Editions Actes-Sud. Retrouvez le sommaire sur www.lapenseedemidi.org/actu.html

DÉLÉGATION RÉGIONALE AU SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION (15-18 NOVEMBRE 2005)

Réunis à l'initiative de la Région, 120 acteurs régionaux (économiques, associatifs, universitaires et institutionnels), impliqués dans la société de l'information et de la communication, et constitués en réseau, ont animé le Pavillon de la Région sur le thème notamment de la solidarité numérique. L'occasion également pour ces acteurs, de tisser des liens avec les autres participants au sommet. La délégation Paca se distinguera, en outre, par l'organisation de trois conférences, témoignages des expériences menées sur le territoire régional et au-delà avec les régions partenaires.

PREMIER RAPPORT ANNUEL DU CARIM RELATIF AUX MIGRATIONS MÉDITERRANÉENNES

Le consortium euroméditerranéen pour la recherche appliquée sur les migrations internationales (Carim) vient de publier son premier rapport relatif aux migrations méditerranéennes en 2005. Il donne un aperçu des politiques migratoires nationales dans la région méditerranéenne en 2005 et permet de

mieux comprendre les liens entre migration et développement dans une perspective "Sud-Nord". Téléchargeable sur www.carim.org

LE CIDIM PRÉSENTE L'ÉDITION MAGHRÉBINE À LIRE EN FÊTE

Le Centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb (Cidim) présentait cette année à Lire en Fête à Marseille, mi-octobre, les outils disponibles en France permettant de découvrir la littérature contemporaine francophone du Maghreb, les ouvrages et leurs auteurs. Des revues, des centres de recherche et des sites produisent une réflexion de qualité et maintiennent le flux d'information sur la création littéraire en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

FONDATION ANNA LINDH : APPEL A PROPOSITIONS

L'appel à propositions lancé par la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures vise à identifier des activités et initiatives de soutien au dialogue interculturel dans les 35 pays euroméditerranéens. Le Programme est cofinancé par l'Union européenne et les 35 pays membres du Partenariat euroméditerranéen. Six priorités thématiques du Programme ont été retenues pour 2006 : Euro-med musique et création culturelle/artistique ; Programme des Ecoles Euromed ; Équipes Euromed de jeunes chercheurs ; Universités d'été/programmes d'échange (artistes en résidence) ; Bibliothèques, promotion du livre et de la lecture, traduction ; Échanges interculturels entre femmes membres d'organisations de la société. Plus d'infos : www.euromedalex.org Propositions pour le 1^{er} mars, 1^{er} juin et 1^{er} novembre 2006.

medcoop.com
abonnement

OUI, je m'abonne à *medcoop.com* pour 6 numéros par an au prix de 20 € TTC.

OUI, je soutiens *medcoop.com* pour 6 numéros par an au prix de 80 € TTC.

Nom Prénom Signature

Société, association.....

Profession.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Tél..... Fax.....

Medcoop - 1, rue de la République - 13002 Marseille - Tél. 04 91 05 98 92

Dans le cadre du X^e anniversaire du processus de Barcelone, le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur organisait deux journées de rencontres les 10 et 11 octobre derniers. La première journée, avec l'appui du collectif Medcoop, s'est intéressée aux acteurs de terrain (lire pages 3 et 4). Avec une tribune particulière accordée à ceux du Sud.

Les échanges culturels en Méditerranée

L'idée de Méditerranée a profondément modifié notre paysage culturel et nous avons assisté à un glissement de l'identité arabe à l'identité méditerranéenne, explique Hanan Kassa-Bassan, spécialiste des relations culturelles entre la Syrie, le monde arabe et l'Europe, et représentante d'Ecume à Damas. En même temps, cela a permis de créer des réseaux entre les autorités officielles culturelles et leurs partenaires. Une véritable communauté d'artistes et d'acteurs culturels méditerranéens est ainsi née qui communique beaucoup et crée un véritable dialogue entre gens généreux à l'esprit large.

Mais la complexité des procédures d'appels d'offres rendent quasi impossible le partenariat d'artistes et d'acteurs culturels, notamment à cause de problèmes administratifs. Par exemple, il faut être constitué en association. Or nous luttons précisément pour avoir le droit de créer des associations ! Du coup, l'argent va aux Européens. Et malgré les fonds destinés à la mobilité, les problèmes de visas interdisent les déplacements : comment peut-on exiger d'un artiste qu'il ait un compte en banque fourni ou qu'il soit propriétaire d'un appartement ?

Le partenariat a permis un dialogue Nord-Sud et Sud-Sud, mais le financement de l'Europe va à des manifestations "spectacle" alors que les pays méditerranéens ont besoin de créer les infrastructures qui permettent aux artistes de travailler. Parce que rien dans nos pays ne finance cela. Pour finir, il faut rappeler l'importance des stages et des ateliers : ils permettent la rencontre, le dialogue, ils cassent les préjugés et les stéréotypes dangereux entre Européens et Arabes, chrétiens, juifs et musulmans... Ils permettent aussi d'élaborer des projets pour l'avenir. C'est une question politique.

La formation des cadres territoriaux

Touiza Solidarité a monté un programme de formation des élus et des cadres territoriaux algériens et marocains en France, explique Mohamed Khandriche, président de l'association Touiza et secrétaire général de Touiza Solidarité. Objectif : créer les conditions du développement local endogène dans le pays grâce à deux instruments : le renforcement des capacités et des compétences et la promotion de nouveaux modes de gestion participative. Les participants au stage sont directement opérationnels. Entre 2000 et mars 2004, Touiza a ainsi pu organiser 15 stages sur

le développement local, la gestion urbaine ou l'environnement. 222 élus et cadres y ont assisté, dont 60 femmes.

Pour Azzi Abderramane, vice-président de Touiza en charge du pôle formation : "On retrouve dans cette formation l'esprit de l'association Touiza pour l'Algérie dont l'expérience a donné naissance à Touiza Solidarité : s'impliquer avec une approche innovante. Lors du lancement du programme Medurbs, un partenariat réunissant le CG13, Barcelone et le Territoire de Belfort concernait deux communes algériennes (eaux usées/déchets) et un soutien à Touiza pour deux

pépinières d'entreprises. Cela a marqué un début de partenariat avec l'Algérie. Et, avec ce programme triennal de formation des cadres communaux, a permis d'améliorer la réalisation des projets communaux, de découvrir la technique moderne de gestion et de management public et les nouvelles perceptions du développement local. Si les résultats ne sont pas tout à fait à la hauteur des attentes, on note une évolution notamment dans le soutien aux associations, le souci d'améliorer les conditions d'accueil du public, la meilleure information des citoyens..."

La santé en Méditerranée

Dans le cadre d'un partenariat soutenu par l'Union européenne, l'Unapei et Santé sud ont élaboré un programme de formation des équipes de terrain au Liban pour la prise en charge précoce et pluridisciplinaire des enfants autistes, explique Hubert Tonnelier, chef du service de psychiatrie infantile de La Seyne sur Mer, concepteur et référent technique du projet. Objectif : mettre en place un programme de formation continue sur l'autisme, créer une équipe de formateurs spécialistes de l'autisme, développer l'accès aux soins précoces, réunir les conditions nécessaires à

la création d'un centre de diagnostic et d'orientation précoce et pluridisciplinaire de l'enfant handicapé. Le programme, qui a démarré en janvier 2005 pour trois ans s'inscrit dans l'esprit de Santé sud : "agir sans remplacer" et consiste, à partir de compagnonnage, de partage de savoir et de méthodes à construire un espace culturel et professionnel commun où les initiatives peuvent voir le jour.

"Nous avons besoin de capacités techniques, scientifiques et de formation, souligne Moussa Charruffedine, secrétaire général de l'Unapei Liban. Santé Sud nous a fourni ce type de soutien

et d'aide, également en termes de stratégie. Nous avons pu établir une union panarabe des Unapei, avec l'Afrique du nord et le Maghreb et nous prévoyons d'organiser une conférence régionale sur "pauvreté et handicap" en Tunisie le 10 décembre 2006, avec trois dossiers de chaque pays de la région pour commencer une base de données, pour s'intéresser, par exemple, au rôle des gouvernements face au handicap, la stratégie des ONG, cercle vicieux "handicap et pauvreté". Des informations qu'on trouve uniquement dans les mots écrits par les parents d'enfants handicapés."

La question de l'environnement en Méditerranée

“Au Maroc, le bois représente 25% du bilan énergétique mais 90% en milieu rural et quasiment rien en ville avec tous les risques de désertification que cela implique, explique Alain Guinebault, directeur du Geres*, qui se faisait également porte-parole pour l'occasion d'Abdelkrim Bennani, du Groupe d'études et de recherche sur l'énergie Maroc, qui n'a pas pu venir à Marseille. Le cadre légal n'est pas favorable à la gestion des forêts et 30 000 hectares disparaissent chaque année. Il faut favoriser la transition énergétique mais les conditions ne sont pas réunies : les populations rurales sont pauvres et en ville un ménage peut dépenser jusqu'à 25% de son budget pour ses besoins en énergie et en eau. Le Maroc s'est cependant engagé dans un programme de reboisement de 500 000 hectares sur dix ans et dans des programmes régionaux. Un fond d'investissement vient d'être mis en place par la Caisse des dépôts française et la Caisse des dépôts et de gestion marocaine qui concerne 25000 hectares sur dix ans.

La force des acteurs non-étatiques est dans leur capacité d'innovation, de développement sur le terrain avec les populations, ce que l'Etat ne sait pas faire. Cette coopération de savoir faire est essentielle, il faut donner les moyens aux associations du sud et aux collectivités territoriales de mener et de diversifier les expériences. On en manque cruellement dans le domaine de l'environnement. De notre point de vue, le rôle des associations est de favoriser les passerelles entre les populations et l'Etat dans la logique du développement local avec le double objectifs de mobiliser et de sensibiliser les populations.”

* Le Geres mène des actions dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et de la valorisation des ressources naturelles.

L'innovation en Méditerranée

“L'école nationale d'ingénieurs de Tunis (Enit) est ouverte sur l'environnement socio-économique par le biais de différentes structures, explique Najla Bouden Romdhane, vice-directrice. Un incubateur adossé à une pépinière (Manartech), un centre de formation permanente, et la coopération internationale, qui passe par le Réseau méditerranéen des écoles d'ingénieurs (RMEI), l'Association des instituts techniques d'expression française, les programmes Tempus ou encore la coopération avec les USA.

Le plan de modernisation de l'Enit vise à passer de l'ingénieur employé à l'ingénieur entrepreneur. L'Enit est ainsi pourvoyeur de nombreux jeunes entre-

preneurs par le processus de formation, le renforcement de la culture entrepreneuriale mais aussi par la promotion de l'ingénierie de l'innovation. Nous comptons beaucoup sur le RMEI et la coopération décentralisée pour nous aider à structurer la valorisation des résultats de la recherche, proposer des mécanismes incitateurs aux porteurs de projets innovants et mieux inciter les industriels à s'impliquer auprès des porteurs de projets”.

“Adossé à une jeune école d'ingénieurs fondée grâce à la coopération franco-tunisienne, le centre d'innovation et de développement est un service de valorisation développement, de soutien à la création de projets (incubateur et pépi-

nière) et collabore avec Marseille innovation avec le soutien de la région Paca, raconte Khalid Elloumi, directeur du Cid à Tunis. Marseille innovation nous a accompagné durant trois ans et j'ai été formé à l'animation d'une pépinière. Je peux maintenant sélectionner un projet, l'accompagner pendant l'hébergement et après sa sortie. Nous avons signé la charte du Réseau euroméditerranéen de l'innovation (Medinnov) et en novembre, pour le sommet mondial de la société de l'information à Tunis, nous avons organisé le carrefour des possibles : cinq projets innovant dans les TIC du nord et cinq du sud.”

Le volontariat en Méditerranée

“Le Centre méditerranéen pour l'environnement coordonne trois actions principales sur le Maghreb, expose Jean Baptiste Lanaspezze, directeur général d'un consortium de trois associations (CME, Apare et Groupement européen des campus). Les volontaires de la jeunesse, les chantiers de jeunes et les campus euroméditerranéens du développement durable - du bénévolat de matière grise de 12 à 15 jeunes. Ainsi au Maroc, des étudiants de toutes nationalités ont édité un guide

de découverte des sentiers de transhumance ; en Grèce, deux jeunes algériennes musulmanes étudient la route des monastères byzantins.”

“La démarche s'inscrit dans le contexte local, l'équipe réunit sept Français, sept Tunisiens et un Canadien, étudiants et jeunes professionnels, tous issus de formations variées, le tout dans une ambiance multiculturelle et pluridisciplinaire, souligne Anne Gaëlle Jay, Volontaire Campus Médina de Tunis. L'objectif est de développer le tourisme

durable dans la médina de Tunis en lien avec l'amélioration de la qualité de vie des habitants. Une formidable expérience de terrain, concrète, originale parce qu'elle se déroule en groupe et qu'elle est limitée dans le temps. On est obligé de s'adapter très vite.”

Le Conseil Régional Paca a signé une nouvelle convention de trois ans, avec l'Association française des volontaires du progrès pour le dispositif des volontaires de la coopération.

. Région et territoires .

Nouveaux acteurs de la solidarité en Méditerranée

La journée du 11 octobre confrontait spécialistes de haut niveau, responsables politiques et acteurs de la société civile invités par le Conseil Régional Paca et l'Institut de la Méditerranée et le Conseil Régional Paca. Morceaux choisis.

Mohamed Assouali,
région Tanger-Tétouan
Maroc

Il faut sortir du
modèle et inventer
autre chose

L'élément le plus positif est que le processus nous a permis d'acquérir et accumuler un savoir en matière de coopération : nous pouvons aujourd'hui affronter toutes les grandes questions sur le plan financier ou politique. Et nous sommes plutôt optimistes de voir que la coopération interrégionale se développe. C'est un atout important. Mais parmi les obstacles structurels au développement, il y a l'accès aux revenus et l'absence d'une nouvelle division du travail. Le taux d'engagement des fonds de Meda ne dépasse pas 20 à 35%. De fait, les attentes et les problèmes restent les mêmes qu'en 1995. Il faut sortir du modèle et inventer autre chose, une stabilité politique, une équité sociale, dans une économie génératrice de revenus égaux sur l'espace méditerranéen. Construire une région capable de faire face à la mondialisation.

Henry Marty Gauquier,
Banque européenne
d'investissement

Il faut plus de politique,
plus de société civile

La Bei représente les deux-tiers de l'aide financière de l'Union européenne en Méditerranée. Pour la BEI ces deux journées sont une bonne nouvelle. Une des causes du relatif échec de Barcelone, c'est un manque de politique, un manque d'appropriation par les acteurs notamment publics du sud et du nord et un rôle in-

suffisant donné à la société civile. Barcelone a été construit sur un système très centralisé au niveau des Etats. Mais on ne peut pas tout attendre des institutions. Même si tous les phénomènes de transition gagnent beaucoup à un ancrage institutionnel. Quant à l'idée d'une banque spécifique euroméditerranéenne,

son coût est réel. L'Union européenne a donné rendez-vous fin 2006, les pays du sud n'y sont pas favorables. Nous avons donc choisi de doubler l'assistance technique et les fonds de capitaux à risques.

Paolo Gianarelli,
conseiller de la présidence
de la région Toscane

Repenser la politique
de développement
des territoires

**Alfred Tovias, Université hébraïque de
Jérusalem, membre du Fémise**

Le Sud attend un ancrage économique en
Europe

Le programme de réformes du processus de Barcelone n'a pas permis d'impulser une nouvelle division du travail autour de la Méditerranée. Il n'y a pas de volonté de l'Union européenne et les réformes ne concernent que les pays de la rive sud, sans contrepartie. Par exemple, il n'y a pas de volet agricole. La France, l'Italie, l'Espagne et la Hollande n'ont pas accepté d'être généreux. C'est la même chose pour les services. Deux secteurs où l'Afrique du Nord a des atouts sérieux. L'Union européenne cherchait la stabilité en Afrique du nord, pour éviter l'immigration. Le Sud est en attente, lui d'un ancrage économique voire politique dans l'Europe. Ça n'a pas été le cas, et avec les accords actuels, c'est même impossible.

Aujourd'hui le partenariat euroméditerranéen est un marché de dupes. L'Union européenne ne veut qu'exporter aux pays méditerranéens – y compris ses normes – et ne veut rien importer, sauf le pétrole. Il faut que les pays du sud de l'Europe appuient l'intégration économique des pays du sud de la Méditerranée. La vraie solidarité de l'Union européenne serait de leur donner l'accès à nos marchés. Par exemple avec des règles d'origine : créer un produit en coopération avec une diffusion libre de droits de douanes dans le marché européen.

Malgré les difficultés, la coopération s'est maintenue à un bon niveau de construction de réseaux de coopération entre régions et territoires d'Europe et de la rive sud. Il faut maintenant faire un effort pour avancer encore. Notre défi commun est la place de la Méditerranée dans la mondialisation. Sinon l'axe de développement risque de se déplacer vers le Pacifique.

Nous devons comprendre et trouver une identité commune, développer tous nos territoires, par la compétitivité et l'innovation pour toute la Méditerranée. L'économie et le rôle des territoires doit être accompagné d'un processus de renouvellement des institutions, une réflexion sur la politique de développement

SUITE EN PAGE 4

au niveau territorial. Car sans identité, et sans qualité de production, il n'est pas possible de construire un parcours de développement. Or souvent nous ne voyons pas nos propres ressources et opportunités. L'innovation existe dans les filières traditionnelles (céramique, textile...), mais nous n'avons pas d'agences de promotion des ressources communes.

Jean-Claude Sitbon,
directeur de l'Adeci

On a oublié
les PME-PMI

Une des raisons de la médiocrité du partenariat est rarement dite : c'est l'absence totale d'une volonté réelle de solidarité entre les acteurs et non entre els Etats. Les acteurs de terrains sont peu ou pas associés, le processus n'a pas pris. On a oublié les pme. Pourtant, c'est là que se trouvent les gisements d'emploi pour aujourd'hui et demain au nord comme au sud. Elles sont très présentes dans les discours de l'Union européenne mais on fait très peu de choses pour elles. De plus, elles s'ignorent et se connaissent très peu entre les deux rives. Mais si la zone de libre-échange se faisait aujourd'hui dans son intégralité 60 à 70% des Pme disparaîtraient au Sud faute de compétitivité. Il faut fonder une relation sur un métier partagé. Le compagnonnage industriel que nous développons depuis dix ans permet cette rencontre.

Jordi Vaquer, région
Catalogne

Monter des projets
pilotes au Sud

Nous devons monter des

projets pilotes sur la rive sud pour voir si ce qui marche au nord (nouveaux fonds structurels, objectif 3...) peut marcher au sud. Et travailler sur la coopération transfrontalière, à l'image de celle qui se développe entre l'Andalousie et le Maroc. Les régions européennes ont aussi un rôle à jouer dans d'autres programmes comme l'expertise environnementale, le développement du territoire ou la promotion de la Pme. Des approches bien plus utiles pour le Sud que la vision des Etats.

Abdelhadi Benallal,
président de la Région
Tanger-Tétouan Maroc

La coopération
n'est pas
euroméditerranéenne

Barcelone a certes dix ans, mais les fonds Meda sont seulement utilisés depuis trois ou quatre ans. Et la coopération est plutôt celle des

régions du nord et du sud de la Méditerranée que Euroméditerranéenne. Les seuls pays intéressés sont la France, l'Espagne et l'Italie : les autres sont indifférents quand ils ne sont pas hostiles. Il faut impliquer l'ensemble des pays européens et les fonds nécessaires pour servir réellement au développement des régions.

Jacques Lanxade,
ancien chef d'Etat-major
des armées, président de
la FMES

Nous devons porter
un projet global,
concret et largement
financé

Région de crises très importante, elle est également une zone de fracture de développement nord-sud, porteuse de grands risques. Par exemple, le rapport de niveau de vie est de 1 à 10 entre le nord et le sud. Si les

USA s'y sont subitement intéressés à cause du terrorisme (stratégie du grand moyen-Orient), leur intérêt devrait faiblir s'il n'y a pas de nouvelle attaque terroriste. Cela laisse la place aux Européens. Nous devons franchir une étape forte, constituer un grand ensemble à l'échelle de ceux du monde. Porter un projet global, concret et largement financé : coopération politique, pour gérer les crises et les problèmes politiques fondamentaux (circulation des personnes, terrorisme...) ; l'intégration économique. Dans ce grand ensemble, les délocalisations au sud de la Méditerranée apparaissent plutôt comme de l'aménagement du territoire. Nous avons un intérêt formidable au développement d'activités au Maghreb.

Ricardo Bontempi,
président de Paralleli, Italie
(Piémont)

Prendre le relais de
l'Union européenne ?

Dans une réflexion sur la nécessité de s'engager au nord de la Méditerranée, nous avons créé l'Institut euroméditerranéen du Piémont. Nous devons travailler avec le Sud sur le long terme, ne pas nous intéresser qu'aux seuls échanges économiques mais aussi agir pour la sécurité, les droits, la dignité. Aujourd'hui, l'état de l'Union européenne est triste et les gouvernements sont égoïstes. Cela donne la possibilité d'agir en tant que territoire, région ou société civile. Les territoires vont-ils prendre le relais de l'Union européenne ?

Bernard Morel,
MMSH et conseiller du président Vauzelle

Créer une communauté euroméditerranéenne

Tout le monde s'accorde pour dénoncer l'échec de Barcelone mais le contexte à beaucoup changé. Un élément fondamental réside dans la contradiction entre Barcelone et le processus de Schengen et sa politique restrictive d'entrée sur le territoire européen. Comment peut-on prôner le développement du Sud et empêcher ses gens habitants de venir en Europe. Toite cela empêche les possibilités de partenariat sérieux. L'Europe a peur du Sud et sa fermeture sur elle-même est tout à fait inacceptable. Aujourd'hui, il faut construire une communauté euroméditerranéenne avec un secrétariat politique qui s'engage sur quelques grands programmes politiques : eau, enseignement supérieur, agriculture. Nous pensons que les collectivités territoriales et notamment les régions peuvent construire, à côté de l'Europe, une communauté euroméditerranéenne qui pourrait assurer paix et sécurité.

• Les rendez-vous de la Méditerranée •

Déclaration du Cercle des économistes et de l'Institut de la Méditerranée

L'Institut de la Méditerranée et le Cercle des Economistes ont réuni des acteurs des deux rives du bassin lors des premiers Rendez-vous de la Méditerranée. A la fin de leurs travaux, ils ont adopté une déclaration commune que nous publions dans son intégralité.

Le sommet de Barcelone 2, prévu fin novembre 2005, à l'occasion du dixième anniversaire du processus de Barcelone, se prépare dans l'indifférence générale des peuples et des politiques. Il faut dire que le bilan de ces dix premières années est particulièrement décevant. Fondée sur la zone de libre-échange, les réformes et adaptations, les entrées d'investissements étrangers, la stratégie mise en œuvre a produit peu d'effets. Cette stratégie d'offre, s'appuyant sur la satisfaction de la demande externe, est malheureusement apparue à une période de bouleversements mondiaux, tant de l'ordre économique que politique. L'absence d'un véritable projet politique l'a de fait condamnée au moment où chacun des pays signataires songeait plus à ses propres intérêts.

Et pourtant d'immenses enjeux nous attendent : la sauvegarde d'un espace géographique et culturel central dans l'histoire de l'humanité, une possibilité unique de développement d'un espace de plus de 600 millions d'habitants, la création d'une zone de paix et de sécurité. Mais ces enjeux supposent de mettre en œuvre une exceptionnelle dynamique et une approche politique novatrice : près de 40 millions d'emplois sont à créer dans les 15 prochaines années, réclamant sur cette période une croissance moyenne de 6 à 7% l'an.

Les premiers Rendez-vous de la Méditerranée, organisés conjointement par l'Institut de la Méditerranée et le Cercle des Economistes, ont réuni des acteurs des deux rives du bassin. En

conclusion de ces travaux, nous invitons solennellement les chefs d'Etat et de gouvernements qui vont se réunir à rompre avec le statu quo, à faire preuve de l'indispensable audace et à

prendre en compte les considérations suivantes :

- 1.** Créer une structure politique euroméditerranéenne paritaire, dotée d'un secrétariat, tirant les leçons de la genèse du projet européen.
- 2.** Instaurer une Communauté euroméditerranéenne des connaissances et des compétences, suivant l'inspiration qui avait présidé à la naissance de la Ceca.
- 3.** Mettre en place un système financier et bancaire assaini dans un environnement juridique sécurisé, poursuivant en cela la logique de Barcelone 1.
- 4.** Instituer un conseil Eco-fin euroméditerranéen et renforcer les procédures existantes de financement.
- 5.** Examiner l'opportunité de la création d'une banque euroméditerranéenne, qui générerait un fonds mutualisé, pour partie alimenté par Meda et destiné à financer un programme ambitieux d'infrastructures reliant entre eux les pays du sud, et garantissant un large accès des PME aux financements.
- 6.** Renforcer la coopération entre les collectivités locales et territoriales, qui sont les représentants légitimes de la société civile. Toutes ces propositions n'auront d'effets qu'à la condition que les gouvernements des pays du sud, dépassant leurs divergences, s'engagent résolument à l'unification des marchés nationaux.

Les économistes avaient raison !

Le sommet 2005 de Barcelone a, hélas, confirmé les dires des économistes réunis par l'Institut de la Méditerranée et le Cercle des économistes. Là où l'on attendait un rebond, une redéfinition, une ambition, on a constaté un repli et une frilosité coupables. L'absence des chefs d'Etat arabes a marqué le refus de la rive sud d'entrer dans un jeu unilatéral. Barcelone 1995 s'était construit sur un deal : l'Europe apportait la paix au Moyen orient et le développement partagé, le Sud s'engageait pour la démocratie, les droits de l'homme et les réformes économiques.

On connaît l'issue. Les Européens arrivent dix ans plus tard à Barcelone avec des demandes sans réelles contreparties : la lutte contre le terrorisme et l'immigration en échange d'une politique de voisinage aux contours incertains qui met le Maghreb au même rang que la Biélorussie.

Faut-il pour autant penser que la politique méditerranéenne de l'Union européenne a sombré ? Certainement pas. Le document officiel reprend toutes les politiques en cours. Il annonce même que le projet de banque méditerranéenne de développement devra être étudié fin 2006. Il conforte des engagements pris.

Barcelone 2005 n'est plus un projet global, dont acte, mais une somme de politiques très souvent axées sur la relation bilatérale.

Si la société civile doit toujours exiger une vraie stratégie méditerranéenne, elle doit encore plus et avec encore plus de force s'inscrire dans les politiques euroméditerranéennes existantes. Trop de crédits non consommés retournent à la case départ, trop de programmes sont accaparés par des bureaux d'études sans réalité de terrain ou par des équipes bancaires. A nous de construire de vrais projets ambitieux, de trouver l'entrée dans les arcanes du financement bruxellois, d'avoir l'appui des pays partenaires pour faire avancer nos actions solidaires.

Daniel Belli lors de nos rencontres a justement dit que nous étions "des pirates de la coopération" et parfois "des corsaires" pour "le compte des collectivités". Je ne sais s'il faut hisser le drapeau noir, mais, il ne faut pas baisser les bras. L'Europe est à la dérive et jamais la société civile et les ONG n'ont eu une telle responsabilité dans la construction des solidarités méditerranéennes.

Christian Apothéloz

Marseille, octobre 2005

Guillaume Benoît, directeur du Plan Bleu

Plan Bleu

Il faut **agir** maintenant



Le Plan Bleu explore l'avenir de la Méditerranée depuis plus de 30 ans. Quinze ans après son premier rapport qui a fait date, sort "La Méditerranée, les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement". Un bilan des évolutions et une analyse prospective – et peu rassurante – du devenir du bassin méditerranéen à l'horizon 2025.

Comment avez-vous procédé pour réaliser cette "somme" ?

Le Plan Bleu réunit 21 pays d'une grande région où les questions sont complexes. Nous avons un background important sur ces sujets et un réseau d'experts des deux rives. Au total, près de 300 experts ont participé directement ou indirectement à ce rapport. Nous avons également valorisé les séminaires thématiques ou transméditerranéens, travaillé sur les données internationales disponibles, repéré les études de cas intéressantes... dans une démarche rétrospective et prospective. Notre originalité est notre approche systémique avec la mise en relation des questions de population, de territoires, d'économie, d'environnement et leur mise en perspective, aidés d'un comité de sages. Nous avons affiné six problématiques stratégiques pour la région : l'eau, l'énergie, les transports, les espaces urbains, l'espace rural, le littoral et l'environnement marin.

Quels risques courons-nous à l'horizon 2025 ?

Le scénario tendanciel

moyen, celui qui se vérifie si l'on ne fait rien, est le même qu'en 1989. Et se caractérise par une économie "rentière et minière", pas assez dynamique ni innovante. Les cinq facteurs à prendre en compte sont le changement climatique (+1° en 2025) ; la démographie et le tourisme (100 millions d'habitants et 237 millions de touristes de plus) ; la croissance économique (2,7% pour le PIB de l'ensemble de la Méditerranée) ; la globalisation, la coopération et l'intégration régionale ; la gouvernance environnementale.

Ce scénario pointe trois grands risques : le creusement de la fracture nord-sud (sociale, économique et environnementale), le creusement des fractures internes et la croissance des pressions sur l'environnement (fragilité de populations rurales, désertification, urbanisation et littoral-

isation croissante...) et un environnement gravement dégradé.

Que proposez-vous ?

Il faut regarder les progrès possibles dans chaque domaine. Par exemple, pour l'eau, l'énergie et le traitement des déchets, il faut passer de l'offre traditionnelle à la gestion de la demande. Maîtriser, améliorer l'efficacité économique et valoriser la ressource représentent des défis d'économie gigantesques. Et c'est bien moins cher

que de multiplier les ouvrages. Il faut aussi intégrer la durabilité dans chaque politique sectorielle économique ou promouvoir l'intermodalité dans les transports et réduire certains déplacements... Et puis, il y a dans chaque pays des innovations à prendre en exemple : l'Égypte est ainsi le 8^e pays du monde pour l'utilisation du gaz na-

turel dans les véhicules, l'Italie, la première pour l'agriculture biologique...

Il est urgent d'agir ?

Nous devons passer à des démarches territoriales de développement durable mais aussi dans une mécanique puissante de protection. Nous proposons un protocole à la convention internationale de Barcelone pour la protection du littoral méditerranéen. Ce serait une première juridique. Nous proposons également des principes d'action : anticiper plutôt que réparer, se développer sans dégrader l'environnement et en valorisant l'environnement et les territoires. La résolution des problèmes en Méditerranée passe par la mise en œuvre d'outils communs et le renforcement de la solidarité nord-sud. Nous devons faire de l'EuroMéditerranée un exemple mondial de co-développement durable et un exemple d'application des résolutions internationales, méditerranéennes et européennes.

Nous devons faire de l'Euro-méditerranée un exemple mondial de co-développement durable

medcoop.com

La lettre des coopérations méditerranéennes

Adresse
1, rue de la République
13002 Marseille
Tél. 04 91 05 98 92
Courriel :
medcoop@wanadoo.fr
Web : www.medcoop.com

Directeur de publication
Philippe Langevin
Réalisation Médi Infos
Christian Apothéloz
Rédaction
Anne-Françoise Robert
Mise en page Laurent Dagany

Conseil éditorial
Lahzar Banani, Daniel Omar
Belli, Alain Guinebault,
Claude Isakov, Lahoussain
Jamal, Mohamed Khandriche,
Jean-Baptiste Lanaspéze,
Philippe Langevin, Pierre
Lefevre, Daniel Orlando,

Christian Rey, Philippe
Sanmarco, Jean-Claude
Sitbon, Philippe Zanin

Permanent Medcoop
Kader Bekkar, délégué général

Prix du numéro : 4,60 €
Abonnement annuel
6 numéros : 20 € TTC
Abonnement de soutien :
80 € TTC
CPPAP : 0302 G 80421
ISSN : 1626-0446

Dépôt légal :
30 novembre 2004

Imprimeur :
Imprimerie Schaffner
10, bd Paumont
13015 Marseille